

Art. 15. — Le recouvrement des revenus du domaine de l'Etat prévus à l'article précédent, est effectué par les receveurs des domaines à l'exception de ceux qui, en raison de leur nature, sont perçus autrement.

Art. 16. — La vente des biens mobiliers et immobiliers de l'Etat et des autres collectivités et établissements publics se fait aux enchères publiques.

Toutefois, il pourra être dérogé à cette procédure chaque fois qu'elle se révèle de nature à compromettre le souci de justice sociale prescrite par le gouvernement.

Art. 17. — Sont abrogées les dispositions contraires en la matière ainsi que le décret-loi n° 2 du 9 janvier 1963 fixant le régime domanial au Cameroun.

Art. 18. — La présente ordonnance sera enregistrée, publiée en français et en anglais et exécutée comme loi de la République unie du Cameroun.

Yaoundé, le 6 juillet 1974.

EL HADJ AHMADOU AHIDJO.

Ordonnance n° 74-3 du 6 juillet 1974

relative à la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique et aux modalités d'indemnisation.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Vu la Constitution du 2 juin 1972;

Vu la loi n° 73-3 du 9 juillet 1972 autorisant le Président de la République à fixer par ordonnance le régime foncier et domanial;

Vu l'ordonnance n° 74-1 du 6 juillet 1974 fixant le régime foncier,

ORDONNE :

Article premier. — L'expropriation pour cause d'utilité publique est prononcée par décret au terme de la procédure définie par la présente ordonnance. Ce décret entraîne immédiatement transfert de propriété et permet de muter les titres existants ou d'immatriculer d'office les terrains libres au nom de l'Etat. Il entraîne envoi en possession dans un délai de six mois pour compter de sa signature. Toutefois ce délai est ramené à trois mois lorsque l'urgence est déclarée.

Aucun permis de bâtir ne peut, sous peine de nullité d'ordre public, être délivrée dès notification du décret au maire.

Art. 2. — L'expropriation pour cause d'utilité publique n'affecte que la propriété privée telle que définie à l'article 2 de l'ordonnance fixant le régime foncier.

CHAPITRE PREMIER

EXPROPRIATION POURSUIVIE A LA DEMANDE DES SERVICES PUBLICS DE L'ETAT

Art. 3. — Tout département ministériel désireux d'entreprendre une opération d'utilité publique doit saisir le ministre chargé des domaines d'un dossier comprenant :

— Une notice explicative indiquant notamment l'objet de l'opération;

— Une fiche portant les caractéristiques principales de l'ouvrage à réaliser;

— L'appréciation sommaire des dépenses.

Art. 4. — Le ministre chargé des domaines prend un arrêté déclarant d'utilité publique les travaux projetés et prescrit une enquête préalable qui est conduite par le préfet du département où est situé l'immeuble à exproprier.

15. The collection of the revenue from the public property of the State provided for in Article 14 above shall be carried out by land revenue collectors with the exception of those which, owing to their nature, are collected in some other manner.

16. (1) The sale of property of the State and of local authorities and State establishments shall be by public auction.

(2) Provided that this procedure may be waived whenever it appears liable to compromise social justice as prescribed by the Government.

17. Provisions repugnant hereto and Decree-Law No. 2 of 9 January 1963 to establish rules governing public lands and properties in East Cameroon are hereby repealed.

18. The present Ordinance shall be registered, published in French and English and enforced as a Law of the United Republic of Cameroon.

Yaounde, 6 July 1974.

EL HADJ AHMADOU AHIDJO.

Ordinance No. 74-3 of 6 July 1974

concerning the procedure governing expropriation for a public purpose and the terms and conditions of compensation.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC,

Mindful of the Constitution of 2 June 1972;

Mindful of Law No. 73-3 of 9 July 1973 authorizing the President of the Republic to establish by Ordinance rules governing land tenure and Government-owned lands and property;

Mindful of Ordinance No. 74-1 of 6 July 1974 to establish rules governing land tenure,

HEREBY ORDAINS AS FOLLOWS:

11. (1) Expropriation for a public purpose shall be pronounced by decree on completion of the procedure defined by the present Ordinance. By the said decree, existing titles over the land in question shall be extinguished and the land thus declared free shall be registered in the name of the State. The interested authority shall take possession six months from the date of signature of the decree. Provided that such period may be reduced to three months if the expropriation is declared urgent.

(2) No building permit may be issued, under pain of being declared void in the public interest, after notification of the decree to the Mayor.

2. Expropriation for a public purpose shall only affect private property as defined in Article 2 of the Ordinance to establish rules governing land tenure.

CHAPTER I

EXPROPRIATION AT THE REQUEST OF THE PUBLIC SERVICES OF THE STATE

3. Any Ministry wishing to undertake an operation for a public purpose must apply to the Minister in charge of Lands and submit a dossier comprising:

— An explanatory report stating in particular the aim of the operation;

— A document stating the main characteristics of the operation to be carried out;

— A brief evaluation of the expenses.

4. (1) The Minister in charge of Lands shall by order declare the proposed work to be for a public purpose and shall prescribe that a preliminary investigation be conducted by the Prefect of the Division where the land to be expropriated is situated.

Cette enquête est menée par une commission d'évaluation composée comme suit :

Président :

- Le préfet du département intéressé ou son représentant.
- Le représentant départemental du service des domaines qui assure le secrétariat.

Membres :

- Un géomètre du cadastre;
- Un technicien de la construction;
- Un technicien de l'agriculture.

La commission est chargée :

- De déterminer la consistance des biens objet de l'expropriation;
- D'inventorier les divers droits mis en cause et d'en identifier les titulaires;
- D'expertiser les éléments matérialisant la mise en valeur;
- De procéder au bornage du terrain en cause.

Art. 5. — Les populations concernées, préalablement informées par le préfet de l'objet de l'expropriation, au moins quinze jours à l'avance, doivent être invitées à participer à toutes les phases de l'enquête.

Art. 6. — Dès la fin de l'enquête, le préfet réunit l'ensemble du dossier comportant :

- La demande du service qui sollicite le terrain;
- L'arrêté nommant la commission d'évaluation;
- Le procès-verbal d'expertise de cultures;
- Le procès-verbal d'expertise de constructions;
- Le procès-verbal de l'enquête relatant les incidents éventuels ou observations des expropriés.

Le dossier ainsi constitué est adressé au ministre chargé des domaines pour la préparation du décret prévu à l'article premier ci-dessus.

CHAPITRE II

DE LA PROCÉDURE D'INDEMNISATION

Art. 7. — L'expropriation ouvre droit à l'indemnisation pécuniaire selon les conditions définies par l'article 9 ci-dessous.

Toutefois, l'autorité bénéficiaire de l'expropriation peut substituer à l'indemnisation pécuniaire des terrains, une compensation en nature de même valeur.

Art. 8. — L'indemnité d'expropriation porte sur le dommage matériel direct, immédiat et certain causé par l'éviction.

Art. 9. — Sous réserve des dispositions de l'alinéa 2 de l'article 13 de l'ordonnance fixant le régime foncier, l'indemnité d'expropriation comporte les éléments suivants :

- La valeur des cultures détruites déterminée conformément aux barèmes en vigueur;
- La valeur des constructions et autres aménagements déterminée par la commission d'évaluation visée à l'article 4;
- La valeur du terrain nu calculée sur les bases ci-après :

a) Lorsqu'il s'agit de terrain urbain résultant d'une attribution domaniale à titre onéreux, l'indemnité ne peut dépasser le prix officiel des terrains domaniaux du centre considéré;

(2) The investigation shall be carried out by a valuation commission comprising:

Chairman:

- The Prefect of the Division concerned or his representative.

Secretary:

- The divisional representative of the Lands Department.

Members:

- A surveyor from the Surveys Department;
- A technical expert in construction;
- A technical expert from the Ministry of Agriculture.

(3) The duties of the commission shall be:

- To determine the contents of the property to be expropriated;
- To make an inventory of the various rights at issue and establish the identity of the holders thereof;
- To value the items constituting the unexhausted development on the land;
- To demarcate the land in question.

5. The populations concerned, who shall be informed not less than fifteen days in advance by the Prefect of the purpose of the expropriation, must be invited to participate in all the stages of the investigation.

6. (1) At the end of the investigation, the Prefect shall assemble a dossier comprising the following documents:

- The application of the service requesting the land;
- The order appointing the valuation commission;
- The valuation report concerning buildings;
- The investigation report of the commission outlining all matters arising from the expropriation.

(2) The dossier constituted as above shall be transmitted to the Minister in charge of Lands with a view to the preparation of the decree provided for in Article 1 above.

CHAPTER II

PROCEDURE FOR COMPENSATION

7. (1) Expropriation shall confer the right to monetary compensation under the conditions defined by Article 9 below.

(2) Provided that the authority benefiting from the expropriation may replace monetary compensation for lands by a compensation in kind of the same value.

8. Compensation for expropriation shall be related to the direct, immediate and certain material damage caused by the eviction.

9. Subject to the provisions of Article 13(2) of the Ordinance to establish rules governing land tenure, compensation for expropriation shall comprise the following:

- The value of the crops destroyed calculated in accordance with the scales in force;
- The value of the buildings and other installations calculated by the valuation commission referred to in Article 4;
- The value of the undeveloped land calculated as follows:

a) In the case of urban lands officially allocated subject to payment, compensation may not exceed the official price of public lands in the particular town centre;

b) Lorsqu'il s'agit de terrain résultant d'une transaction normale de droit commun, l'indemnité est le prix d'achat majoré des frais divers d'acquisition et de conservation;

c) Lorsqu'il s'agit de terrain résultant d'une détention coutumière ayant donné lieu à l'obtention d'un titre foncier, l'indemnité ne peut dépasser le montant des frais engagés pour l'obtention d'un titre foncier.

CHAPITRE III

DE L'EXPROPRIATION POURSUIVIE A LA DEMANDE D'AUTRES PERSONNES MORALES DE DROIT PUBLIC

Art. 10. — Avant le recours à l'expropriation pour cause d'utilité publique en faveur des communes, établissements publics, concessionnaires de service public ou société d'économie mixte en vue de la réalisation des travaux d'intérêt général, ces derniers doivent recourir aux négociations préalables avec les propriétaires concernés. Les résultats desdites négociations sont communiqués au ministre chargé des domaines, qui peut tenter un arbitrage.

En cas d'arbitrage infructueux, il est procédé à l'expropriation aux frais du bénéficiaire dans les conditions prévues aux articles 4 et suivants de la présente ordonnance.

CHAPITRE IV

DU CONTENTIEUX

Art. 11. — En cas de contestation sur le montant fixé par le décret d'indemnisation, l'exproprié adresse une réclamation au préfet du département du lieu de l'expropriation qui en saisit la commission prévue à l'article 4 ci-dessus.

Art. 12. — Le président de la commission notifie aux parties intéressées le jour, l'heure et le lieu de la réunion. Les parties sont entendues par la commission. Celle-ci ne peut valablement délibérer que si trois membres au moins dont le président, sont présents. Un procès-verbal est établi et adressé au ministre chargé des domaines, qui en cas de rejet de la contestation, notifie aussitôt sa décision au requérant.

Art. 13. — S'il n'est pas satisfait de la décision du ministre, il saisit dans le mois de la notification le tribunal de première instance du lieu de situation de l'immeuble. Conformément à la procédure et sous réserve des voies de recours de droit commun, le tribunal confirme, réduit ou augmente le montant de l'indemnité suivant les règles d'évaluation fixées par la présente ordonnance.

CHAPITRE V

DES DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 14. — Les tuteurs et représentants légaux des incapables ou interdits expropriés peuvent être habilités, par ordonnance du président du tribunal, à accepter l'indemnité offerte par l'administration.

Art. 15. — Les actions en résolution, en revendication et toutes actions réelles ne peuvent arrêter l'expropriation ni en empêcher les effets. L'action en réclamation est transportée sur l'indemnisation et le droit en demeure affranchi.

Art. 16. — Les procédures d'indemnisation en cours à la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance seront poursuivies conformément à la nouvelle législation.

b) In the case of lands held by virtue of a normal transaction under ordinary law, compensation shall be the purchase price to which shall be added the ancillary costs of purchase and of obtaining title;

c) In the case of lands held by virtue of a customary tenure under which a land certificate has been issued, compensation may not exceed the amount of the expenses incurred by the issue of the said certificate.

CHAPTER III

EXPROPRIATION AT THE REQUEST OF OTHER PUBLIC BODIES

10. (1) Before expropriation for a public purpose can be carried out on behalf of councils, public establishments, public service concessionaries or semi-governmental corporations with a view to carrying out work in the general interest, the latter must first negotiate with the owners concerned. The results of the said negotiations shall be communicated to the Minister in charge of Lands who may attempt arbitration.

(2) When arbitration is unsuccessful, the expropriation shall be carried out at the expense of the party benefiting therefrom under the conditions provided for in Articles 4 et seq of the present Ordinance.

CHAPTER IV

DISPUTES

11. In the case of dispute over the amount of the compensation fixed by decree, the dispossessed person shall send in a claim to the Prefect of the Division in which the expropriation took place; the latter shall submit the claim to the commission provided for under Article 4 above.

12. The chairman of the commission shall notify the parties concerned of the date, time and place of the meeting. The parties shall be heard by the commission. The latter may only validly conduct business if three members at least including the chairman are present. A report shall be established and transmitted to the Minister in charge of Lands who, if the claim is rejected, shall immediately inform the claimant of his decision.

13. If he is dissatisfied with the decision of the Minister, the claimant may, within one month of notification, refer the matter to the Court of First Instance within whose jurisdiction the real property is situated. In accordance with the procedure and subject to any appeals under ordinary law, the Court shall confirm, reduce or increase the amount of the compensation in accordance with the valuation rules fixed by the present Ordinance.

CHAPTER V

MISCELLANEOUS PROVISIONS

14. The guardians and legal representatives of dispossessed persons who are under a legal disability or interdiction may be authorized by order of the President of the Court to accept the compensation offered by the Administration.

15. No actions to set aside a contract or claim a title nor any other real action shall suspend or affect expropriation, any such action being transferred to the compensation so as to free the title to the land.

16. Applications for compensation in progress on the date of entry into force of the present Ordinance shall be continued in accordance with the new legislation.

Art. 17. — La présente ordonnance qui abroge toutes dispositions antérieures contraires et notamment la loi n° 66-LF-4 du 10 juin 1966 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique sera enregistrée, publiée au *Journal officiel* en français et en anglais et exécutée comme loi de la République unie du Cameroun.

Yaoundé, le 6 juillet 1974.

EL HADJ AHMADOU AHIDJO.

Décret n° 74-138 du 18 février 1974
portant statut général de la fonction publique.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,
Vu la Constitution du 2 juin 1972,

DÉCRÈTE :

TITRE PREMIER

Dispositions générales.

Article premier. — 1° Il est créé une fonction publique de la République unie du Cameroun régie par les dispositions du présent décret.

2° Cette fonction publique est placée sous l'autorité du Président de la République.

Art. 2. — 1° Le présent statut s'applique aux fonctionnaires.

2° Est fonctionnaire, au sens des présentes dispositions, toute personne qui, nommée dans un emploi permanent, a été titularisée dans un grade de la hiérarchie des administrations de l'Etat.

Art. 3. — 1° Le présent statut ne s'applique pas :

— Aux personnels recrutés et gérés directement par l'Assemblée nationale;

— Aux agents des collectivités publiques locales, des organismes parapublics et des établissements publics à caractère industriel et commercial;

— Aux agents de l'Etat relevant du code du travail;

— Aux auxiliaires de l'administration régis par un texte particulier;

— Aux magistrats, aux militaires, aux fonctionnaires de la Sécurité nationale et de l'administration pénitentiaire.

2° Cependant, les statuts qui régissent les magistrats, les militaires, les fonctionnaires de la Sécurité nationale et de l'administration pénitentiaire doivent s'inspirer des dispositions du présent décret. En cas de silence ou de vide juridique, le statut général leur est applicable.

Art. 4. — 1° Des décrets portant statuts particuliers des divers corps de fonctionnaires seront pris en application du présent décret.

2° Toutefois les statuts particuliers de certains corps de fonctionnaires investis de missions spéciales peuvent déroger à certaines dispositions du présent décret. La liste de ces corps est fixée par un texte particulier.

Art. 5. — L'accès aux emplois publics est ouvert à égalité de droits, sans distinction de sexe, à tous les Camerounais remplissant les conditions prévues au titre IV du présent décret, sous réserve des conditions d'aptitude physique ou des sujétions propres à certains emplois déterminés par les statuts particuliers.

Art. 6. — Le fonctionnaire est tenu de servir les intérêts de la nation avec efficacité, probité, sens d'initiative et respect de la chose publique.

17. The present Ordinance, which shall repeal all previous provisions repugnant thereto and in particular Law No. 66-LF-4 of 10 June 1966 to regulate the procedure governing expropriation for a public purpose, shall be registered, published in the *Official Gazette* in French and in English and enforced as a Law of the United Republic of Cameroon,

Yaounde, 6 July 1974.

EL HADJ AHMADOU AHIDJO.

Decree No. 74-138 of 18 February 1974.
General Rules and Regulations of the Public Service.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC,
Minful of the Constitution of 2 June 1972,

HEREBY DECREES AS FOLLOWS:

PART I

General provisions.

1. (1) There is hereby set up a Public Service of the United Republic of Cameroon governed by the provisions of the present Decree.

(2) The said Public Service shall be placed under the authority of the President of the Republic.

2. (1) The present Rules and Regulations shall apply to civil servants.

(2) For the purpose of the present provisions, a civil servant shall be any person who is appointed to a permanent post and confirmed in a grade of the Government Service.

3. (1) The present Rules and Regulations shall not apply to:

— Personnel recruited and administered directly by the National Assembly;

— Employees of local authorities, semi-public bodies and public establishments of an industrial and commercial nature;

— State employees governed by the Labour Code;

— Auxiliary administrative employees governed by a separate enactment;

— Judicial and legal officers, servicemen and civil servants of the National Security and Prisons.

(2) Provided that the rules and regulations governing judicial and legal officers, servicemen and civil servants of the National Security and Prisons shall be based on the provisions of the present Decree; in cases where appropriate specific provisions are lacking or a legal void obtains, the general Rules and Regulations shall apply.

4. (1) Decrees establishing the special rules and Regulations of individual corps of civil servants shall be made in pursuance of the present Decree.

(2) Provided that the special rules and regulations of certain corps of civil servants vested with special missions may depart from certain provisions of the present Decree. The list of such corps shall be fixed by a separate enactment.

5. Admission to public posts shall be on a basis of equality without distinction of sex, to all Cameroonians fulfilling the conditions prescribed in Part IV of the present Decree, subject to the conditions of physical fitness or specific obligations for certain posts as laid down by the special rules and regulations applicable thereto.

6. (1) Civil servants shall be bound to serve the interests of the Nation with efficiency, integrity, sense of initiative and respect for public property.